



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE DE
L'ENCADREMENT-CGC



Union
syndicale

JEUDI 13 AVRIL

L'intersyndicale, porteuse de revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, pas d'allongement de la durée de cotisations, a été reçue mercredi 5 avril par la Première ministre. La demande réitérée de retrait de la réforme s'est heurtée à un refus net de l'exécutif. Pour l'intersyndicale, il s'agit là d'un déni et d'un mépris total du rejet massif porté par toutes nos organisations, par les travailleurs et travailleuses et par l'opinion publique.

Pourtant, cette opposition largement majoritaire s'exprime dans le pays, depuis le 19 janvier, avec déjà 11 puissantes mobilisations à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, mais aussi au travers des actions et des grèves. Contrairement à ce que laisse entendre le gouvernement, la mobilisation ne s'essouffle pas.

ON ARRÊTE...

TOUT !

Le 6 avril dernier, ce sont près de 2 millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s qui se sont mobilisé.es dans le calme et la détermination pour dénoncer cette réforme injustifiée, les régimes de retraite n'étant pas « au bord de la faillite » comme le prétend le gouvernement. Dans le département, ce sont près de 28 000 manifestant.es qui ont exprimé leur rejet de cette contre-réforme.

Le contexte est inédit. Dans ce climat de fortes tensions que l'on peut qualifier de grave crise démocratique et sociale, l'exécutif s'arc-boute et porte seul la responsabilité d'une situation explosive dans l'ensemble du pays. Cette réforme est perçue, à juste titre, comme brutale et injuste par les travailleurs et travailleuses et la jeunesse qui ont tous et toutes bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps sans que jamais le patronat, ni les employeurs publics ne soient mis à contribution.

L'intersyndicale a soumis au Conseil constitutionnel, qui rendra sa décision le 14 avril, des argumentaires considérant que cette loi devrait être déclarée contraire à la Constitution. Dans ce cadre, elle appelle à une journée de mobilisations et de grève le 13 avril et soutient toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme.

10H30

Place Verdun à Pau
Place Ste-Ursule à Bayonne